

Initiatives ministérielles

une de ses publications. La source est très sûre. C'est dans cet article que le nom de ces sociétés a été porté à l'attention du public. Je suis certain que le ministre n'est pas surpris. Il sait certainement que, au cours des dernières années, les sociétés de produits chimiques ont dépensé 10 milliards de dollars, comme le rapporte *The Economist* pour acheter des entreprises productrices de semences partout dans le monde.

Par conséquent, je voudrais qu'il nous donne une meilleure explication de cette tendance. Ces sociétés font-elles cela parce qu'elles sont soudainement devenues des bienfaitrices de l'humanité?

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je vois que le député de Kingston et les Îles demande la parole. La période réservée aux questions et aux commentaires est maintenant terminée.

Je constate que les députés des deux côtés sont engagés dans un débat des plus intéressants, ce qui devrait toujours être le cas à la Chambre. Je suis disposée, s'il y a consentement unanime, à permettre que ce débat se poursuive un peu plus longtemps.

J'ai vu que le ministre s'était levé et était prêt à répondre. Je suis également disposée à donner la parole au député de Kingston et les Îles, si le député de Davenport est d'accord.

Une voix: Non!

La présidente suppléante (Mme Champagne): Reprenons le débat. Le député de Prince-Albert—Churchill River a la parole.

• (1240)

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Madame la Présidente, c'est agréable de pouvoir participer au débat de troisième lecture de ce projet de loi après être intervenu à l'étape de la deuxième lecture.

Je constate que ce projet de loi a fait l'objet de quelques retouches au comité. Mais nous parlons toujours aujourd'hui des questions fondamentales que nous avons déjà abordées. Rien n'a vraiment changé de ce côté-là.

Ce qui a changé par contre, c'est la position du Parti libéral. Ce n'est pas surprenant puisqu'il y a 10 ans, à l'époque de l'honorable Eugene Whelan, il a voulu présenter un projet de loi semblable à celui que nous étudions maintenant. Nous avons la nette impression, à l'étape de la deuxième lecture, que les intervenants du

Parti libéral s'opposaient effectivement à cette mesure pour de très bonnes raisons. Plus tard, au comité, ils ont fléchi un peu. Aujourd'hui, nous avons entendu des intervenants libéraux défendre le pour et le contre de ce projet de loi.

Le public et les députés ont donc du mal à connaître la position du Parti libéral sur certaines questions vraiment fondamentales.

On ne saurait, je crois, séparer le projet de loi sur les obtentions végétales des tendances générales que nous voyons se dessiner en agriculture, dans les milieux ruraux du Canada, et dans la politique du gouvernement actuel.

Depuis quelques années, depuis l'élection de ce gouvernement en tout cas, nous assistons à un désengagement notoire du secteur public dans tous les aspects de l'activité économique. L'agriculture n'a certes pas échappé à cette tendance.

C'est ce que nous avons vu dans des initiatives d'envergure comme l'Accord de libre-échange, qui représente un recul marqué du secteur public sur bien des fronts. D'autres mesures de moindre envergure ont aussi confirmé cette tendance, par exemple, le retrait de l'avoine du mandat de la Commission canadienne du blé. Le gouvernement a aussi réduit son soutien aux collectivités rurales en supprimant des embranchements de voies ferrées. Il y a bien d'autres mesures prises par le gouvernement qui montrent le désengagement du secteur public dans le domaine économique.

En fait, c'était un objectif avoué du gouvernement lorsqu'il a été élu. En dépit des efforts déployés pour donner à chaque mesure une allure marginale, le caractère régulier du mouvement est bien évident et certaines tendances se sont dessinées qui, à mon avis, n'ont pas échappé aux Canadiens.

Je crois que l'une des tendances a été de nous soumettre toujours davantage aux pressions des multinationales qui, de plus en plus, dominent l'économie mondiale. En tout cas, il est clair qu'elles dominent l'économie agricole.

Où cela nous a-t-il conduit dans ma province, la Saskatchewan? L'économie agricole s'est littéralement effondrée ces dernières années. Nous enregistrons un nombre record de saisies d'exploitations agricoles. Les agriculteurs sont désespérés, ce que je n'avais jamais vu dans toutes mes années passées dans la communauté agricole.